

L'AVANTAGE



■ Stéphane JUST

L'OCI combat pour que la volonté populaire
soit respectée

■ Sylvie KERLAZ et Denis FOLIAS

Contrats et conventions dans
la lutte des classes
2^e partie : V^e République
et politique des revenus

■ Etienne LAURENT

Italie : un enjeu et un test

■ Chris CONNOR

La question nationale en Europe

■ François FORGUE

« Eurocommunisme » ou stalinisme ?

juin 1978 - Prix 2 F

N° **582**

• La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 582 - Juin 1978

SOMMAIRE

3 — ■ Stéphane JUST

**L'OCI combat pour que la volonté populaire
soit respectée**

31 — ■ Sylvie KERLAZ et Denis FOLIAS

**Contrats et conventions dans
la lutte des classes**

**2^e partie : V^e République
et politique des revenus**

93 — ■ Etienne LAURENT

Italie : un enjeu et un test

117 — ■ Chris CONNOR

La question nationale en Europe

133 — ■ François FORGUE

« Eurocommunisme » ou stalinisme ?

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois
d'octobre 1978, sera mis en vente et à la disposition des
cellules et des militants de l'OCI le mercredi 27 septem-
bre 1978.*

TERRORISME D'ETAT
ET STALINISME
CONTRE LES MASSES OPPRIMEES
ET LA JEUNESSE

Italie : un enjeu et un test

par Etienne LAURENT

L'affaire Moro est une machine de guerre dirigée contre la classe ouvrière et les masses. Ses buts immédiats sont de renforcer l'ensemble de l'arsenal législatif contre les libertés d'organisation et d'expression de la classe ouvrière, y compris en commençant à porter atteinte de nouveau au droit de grève, et d'imposer à cette classe les mesures économiques très graves — qui sont plus que des mesures d'austérité et qui visent à disloquer la classe ouvrière en tant que classe organisée — élaborées en collaboration avec les appareils dirigeant les organisations de la classe ouvrière, en premier lieu ceux du PCI et de la CGIL.

Dans l'immédiat, il s'agit de tenter de déloger la classe ouvrière de toutes les positions qu'elle a arrachées comme sous-produit d'une crise révolutionnaire qui a affleuré en permanence depuis 1969 sans parvenir néanmoins à maturité. A plus long terme, l'affaire Moro vise à préparer les conditions politiques d'un coup de force contre la classe ouvrière qui tenterait de mettre fin au régime de démocratie parlementaire abâtardi actuel, et à établir un Etat fort seul capable de rétablir les conditions « normales » de l'exploitation capitaliste.

La possibilité d'engager une telle politique repose exclusivement sur l'appui qui lui est donné par le PCI. La puissance inentamée de la classe ouvrière, le formidable capital d'expérience qu'elle a accumulé au cours des derniers trente-cinq ans, la capacité dont elle a fait preuve de construire, dans la lutte pour arracher ses conquêtes les plus importantes, des organes de combat autonome, dans le même mouvement où elle renforçait ses syndicats et faisait d'eux des organisations d'une très grande puissance, sont autant d'éléments qui dressent un formidable obstacle à la réalisation des plans de la bourgeoisie. Mais le PCI est engagé dans un cours politique ouvertement contre-révolutionnaire où chaque mesure qu'il prend a pour but de tenter de déso-

Rome, 2 décembre 1977 : 200 000 métallurgistes se rassemblent contre le gouvernement Andreotti soutenu par Berlinguer. (Sygma).

rienter politiquement et organisationnellement la classe ouvrière.

Le cadre de cette politique est l'accord de collaboration de classes établi depuis juin 1977 entre les deux partis traditionnels de la classe ouvrière et les partis de la bourgeoisie, en premier lieu le parti démocrate-chrétien. C'est à partir de consultations permanentes avec les sommets de l'appareil d'Etat et du parti bourgeois dominant que le parti stalinien ordonne sa politique. Il se porte au secours de l'appareil d'Etat en crise et il l'utilise en même temps pour mieux ajuster ses coups contre la classe ouvrière. Dans la suite de l'article, nous apporterons à l'appui de ces affirmations toutes les preuves nécessaires.

C'est sur le plan de cette collaboration de classes au niveau de l'Etat que se situent les périls les plus graves, et c'est à ce niveau qu'il faut diriger immédiatement les mots d'ordre de rupture avec la bourgeoisie. C'est à cette condition seulement que tous les autres mots d'ordre dans le combat pour le front unique peuvent acquérir leur pleine efficacité. Or c'est à ce niveau, qui est le niveau le plus élevé

de la théorie et de la pratique marxistes, et celui qui échappe le plus complètement à toute élaboration et action politiques spontanées des travailleurs d'avant-garde, que la classe ouvrière italienne est la plus démunie. Sans exagération, on peut malheureusement affirmer que si loin qu'elle ait été sur la voie de la construction de formes d'organisation autonomes, cette classe n'a jamais eu dans ses rangs une avant-garde organisée pour l'éduquer et l'entraîner dans le combat indispensable sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan : pour la rupture des partis ouvriers avec les partis de la bourgeoisie, pour la rupture avec les commissions parlementaires où sont établies en commun toutes les agressions contre la classe ouvrière, pour le gouvernement du PCI et du PSI. C'est là depuis vingt ans l'une des conséquences du révisionnisme qui a détruit la IV^e Internationale comme organisation politiquement centralisée, et d'une politique — qui est celle du pablisme — dont le cours a été particulièrement désastreux en Italie. Regrouper un noyau de militants organisés qui engagent enfin le combat sur cette ligne est l'une des tâches les plus urgentes que le Comité d'organisation a à accomplir.

1 — un anneau très faible dans la chaîne de la domination impérialiste

« Un système politique infirme ». Tel est le titre du « Monde » du 11 mai, tel est le cadre de l'affaire Moro, le point de départ nécessaire de toute analyse des raisons qui ont conduit à ce que le feu vert soit donné aux forces les plus obscures tapies au cœur de l'appareil d'Etat, afin qu'elles commencent à créer, de cette manière et à ce prix, les conditions politiques d'une offensive frontale contre la classe ouvrière.

Dans la chaîne de la domination impérialiste mondiale, l'Italie est un

anneau particulièrement faible, dont la vulnérabilité menace le système de domination impérialiste à deux titres. Elle est ingouvernable, et, également, elle a contracté, auprès du système monétaire international, une dette de plus de 20 milliards de dollars dont l'existence représentée, de l'avis unanime des experts, l'un des dangers les plus immédiats d'effondrement de la montagne de dettes sur laquelle est aujourd'hui assise toute l'économie mondiale.

Telles sont les données qui fixent le cadre de l'affaire Moro.

LA MAJORITE PCI-PSI AUX ELECTIONS DU 20 JUIN 1976

C'est par un rappel des résultats des élections du 20 juin 1976 qu'il faut commencer (1). Le 1^{er} mai 1976, moins de deux ans après des élections législatives qui avaient déjà été, elles aussi, des élections anticipées, Leone fut contraint de dissoudre le Parlement. Pendant un an, le PCI avait bandé ses forces pour tenter d'empêcher cette dissolution. Le mouvement de décomposition de la mécanique de Démocratie chrétienne et de l'Etat fut quand même plus fort que tous ses efforts. La dissolution eut lieu.

Dans le cours de la campagne électorale qui a suivi, la politique de main tendue à la Démocratie chrétienne menée par les dirigeants staliniens a permis de limiter l'ampleur de la défaite électorale des partis bourgeois. Après sa défaite sur la question du divorce (référendum du 12 mai 1974) et aux élections municipales du 15 juin 1975 (où elle a perdu les mairies de toute une série de villes très importantes : Turin, Venise, Florence, Naples...), la Démocratie chrétienne est parvenue à retrouver son niveau de voix de 1972 (38,7 %). Mais elle n'a pu le faire que dans le cadre d'un recul général des autres partis de la bourgeoisie (le MSI passe de 8,7 % de l'électorat à 6,1 %, le parti libéral de 3,9 % à 1,3 %), ainsi que du parti social-démocrate de Sarragat (de 5,1 % à 3,4 %).

Même amortie par la politique ouverte de conciliation avec la Démocratie chrétienne et même d'appel à peine voilé à voter pour elle, impulsée par le PC, la poussée à gauche de la petite bourgeoisie, de la jeunesse et des masses exploitées a donné au PCI plus de 34 % des voix, et au PSI presque 10 %, les organisations centristes et gauchistes du bloc Democrazia Proletaria totalisant de leur côté 1,5 % des voix et six députés. En s'en tenant par conséquent au simple terrain par-

lementaire et à l'expression déformée des rapports politiques entre les classes qu'un tel terrain suppose, en juillet 1976, c'est au PCI et au PSI qu'il revenait de former le gouvernement.

En l'absence d'une organisation révolutionnaire combattant sur la ligne du front unique ouvrier et du gouvernement ouvrier et paysan, et de tout combat quel qu'il soit, fût-ce d'une seule des organisations centristes se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme, pour le gouvernement PCI-PSI sans ministres des partis bourgeois, la direction du PCI a pu fouler aux pieds la signification des résultats du scrutin sans grande difficulté, et remettre à nouveau le gouvernement entre les mains de la Démocratie chrétienne. Les ressources du système parlementaire s'y prêtaient, mais il était impossible d'effacer pour autant les rapports politiques cristallisés sous la forme des 45 % de voix en faveur du PCI et du PSI, ou de faire comme si le monopole de la Démocratie chrétienne n'était pas ébranlé.

Dans les années 1960 déjà, l'élasticité politique propre au système de la démocratie parlementaire bourgeoise avait grandement servi à amortir en Italie les chocs politiques entre les classes. Aux premières étapes de l'érosion politique de la domination démocrate-chrétienne, lorsque la Démocratie chrétienne eût perdu sa majorité absolue au Parlement et que Tambroni eût été balayé en 1962 par la classe ouvrière de Gênes et de Turin dans sa tentative pour former un gouvernement appuyé sur le parti néo-fasciste MSI, la souplesse offerte par les combinaisons parlementaires avait permis la mise en place d'une succession de formules de « centre-gauche » associant le PSI de Nenni (soit seul, soit fusionné avec le PSDI de Sarragat) à la majorité gouvernementale d'abord, puis directement au gouvernement.

En 1976, c'est cette même élasticité du système parlementaire qui a permis la mise sur pied de la formule dite de la « non-défiance », transformée plus tard en « abstention active », au moyen de laquelle le PCI a assuré au gouvernement Andreotti la majorité parlementaire indispensable pour exister et agir. Mais le mouvement de la lutte des classes n'a pas tardé à mon-

(1) Voir *La Vérité* n° 573, septembre 1976 : « Italie : crise politique, crise de l'Etat, crise révolutionnaire », un article de Robert Clément.

trer à quel point cette formule, de même que celles qui l'ont suivie, était fragile et ne correspondait aux besoins ni de l'une, ni de l'autre classe en présence.

Par de nombreux aspects, la confusion établie entre les institutions de l'Etat bourgeois et les structures du parti démocrate-chrétien a donné à celui-ci certaines allures de société du 10 décembre. Le monopole gouvernemental qu'il a pu s'arroger depuis plus de trente ans dans des conditions que nous rappellerons plus loin a tendu à limiter l'arbitrage exercé dans le cadre parlementaire par les différentes fractions et couches de la bourgeoisie, et à en reporter le règlement à l'intérieur des structures de la Démocratie chrétienne. Le fonctionnement des institutions de l'Etat bourgeois en Italie exige en fait, au-delà de la souplesse de certaines combinaisons parlementaires, que la Démocratie chrétienne dispose d'un nombre de voix et de sièges supérieur à ceux des deux principaux partis traditionnels de la classe ouvrière réunis, et qu'elle puisse réellement gouverner seule.

En juin 1976, trois semaines avant les élections, un sondage effectué par l'hebdomadaire « Tempo » avait révélé que 71 % des électeurs déclarés du PCI appelaient de leurs vœux un gouvernement PCI-PSI, contre 11 % seulement qui se déclaraient en faveur d'une combinaison avec la Démocratie chrétienne. Aucune formule parlementaire ne peut masquer, ni au niveau des rapports entre les classes, ni même au plan de l'arithmétique parlementaire, le fait que la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées des villes et des campagnes se sont prononcées en juin 1976 pour un gouvernement Berlinguer-Craxi.

LA MANIFESTATION DU 2 DECEMBRE 1977

Moins d'un an après sa formation, l'usure politique du gouvernement formé par Andreotti en juillet 1976 était telle qu'à la suite des grandes mobilisations étudiantes de l'hiver et du printemps et des escarmouches incessantes avec la classe ouvrière, il

lui était devenu indispensable de prendre appui sur un accord politique formel (couvrant tous les domaines sauf la politique étrangère) établi en commun par les six partis dits de « l'arc constitutionnel », c'est-à-dire le PCI, le PSI, le PSDI de Saragat, la Démocratie chrétienne, le Parti républicain et le Parti libéral. Mis sur pied après de très longues négociations, l'accord a été signé en juin 1977.

Le ballon d'oxygène a été de courte durée. Le 2 décembre, 200 000 travailleurs de la métallurgie venus de toute l'Italie ont manifesté dans Rome, débordant les cadres politiques fixés pour le rassemblement par les directions syndicales, et ont exigé le départ d'Andreotti. Celui-ci a donné sa démission le 16 janvier, mais c'est de la manifestation du 2 décembre que date sa chute. Ce sont les travailleurs de la métallurgie qui l'ont fait tomber. Même si les travailleurs n'ont pas pu transformer ce succès en victoire, faire sauter le verrou de la politique des dirigeants staliniens et imposer le gouvernement PCI-PSI, la manifestation des métallos demeure cinq mois plus tard l'une des données de la situation politique d'ensemble.

L'enchaînement des événements, du 16 janvier, date de la démission d'Andreotti, au 16 mars, date de l'enlèvement de Moro, est important. La veille de la chute du gouvernement, les appareils des trois syndicats ont publié leur plan d'austérité, et le 18 janvier, Lama intervient au travers des colonnes de « La Repubblica » pour apporter à la bourgeoisie l'assurance d'un soutien absolu et complet dans l'établissement d'un plan d'agression contre le niveau de vie et les formes d'organisation de la classe ouvrière. Toutes les conditions paraissent réunies pour une solution rapide de la crise au moyen d'une entrée du PCI dans un gouvernement d'union nationale, et la majorité des commentateurs la donnent pour probable.

C'est alors qu'intervient le veto de Carter, qui fait dire en substance par son ambassadeur : « Le PCI peut continuer à appuyer un gouvernement démocrate-chrétien de l'extérieur, mais il ne saurait être question d'un gouvernement à participation PC, même d'union nationale, car les rap-

ports politiques entre les classes s'y opposent à l'échelle de l'Italie comme à l'échelle internationale. »

C'est au moment de ce veto que se nouent, selon toute vraisemblance, l'ensemble des décisions qui conduiront à l'enlèvement de Moro : à quel niveau, dans quels pays, avec quel degré de complicité de l'ensemble des parties en présence ? Seule l'ouverture de dossiers encore secrets permettra peut-être de répondre un jour à ces questions. Mais le problème politique est, lui, d'une clarté absolue. Le 17 janvier, « L'Humanité » avait titré en première page : « Crise « hors cadre » en Italie : pas de solution valable sans sortir des sentiers battus. »

Or voici que Carter — avec l'accord certain de Brejnev dans une situation marquée par la proximité des élections françaises — ferme la porte à l'une des issues possibles. Andreotti va se succéder à lui-même. Mais s'il se succède à lui-même, sans modification de la situation politique, dans trois mois on se trouve face à un nouveau 2 décembre, peut-être d'une tout autre ampleur. La bonne volonté de Berlinguer, de Lama et de l'appareil stalinien, politique et syndical, ne peut plus suffire. La crise politique est incontrôlable. Il faut un fait nouveau. Il faut un événement qui modifie la situation politique, même s'il ne modifie pas en lui-même les rapports de forces entre les classes. D'autant que la situation économique s'aggrave...

MONTANT ET STRUCTURE DE LA DETTE EXTERIEURE

A l'occasion de son appréciation de la situation politique mondiale, « La Vérité » est revenue, à de nombreuses reprises, sur la situation du système monétaire international. Commentant fin 1974 l'étude faite par « Business Week » sur l'endettement de l'économie américaine et mondiale (« The Debt Economy », « Business Week », octobre 1974), Stéphane Just a écrit :

« Tout ce monde de papier témoigne d'un parasitisme colossal. Une énorme partie de ces dollars n'est que

du capital fictif. Ce système est boulimique. Une seule solution : toujours plus d'inflation, de crédits, toujours plus de capitaux fictifs, toujours plus de parasitisme. Mais au-delà d'une certaine vitesse, l'inflation s'emballe et tous les rapports économiques se dissolvent.

Un jour ou l'autre, les comptes du capital doivent être apurés. Les rapports de production imposent leur loi. La base trop étroite ne peut plus supporter l'énorme échafaudage, la fantastique hypertrophie de crédits et de capital fictif. L'échafaudage s'écroule sur sa base. C'est la crise. »
(*La Vérité* n° 565, janvier 1975, p. 62)

Or l'Italie figure précisément au nombre des débiteurs importants dont l'état de banqueroute déclarée et l'incapacité à rembourser le moment venu certaines dettes pourraient déclencher une crise en chaîne conduisant vers un tel effondrement. L'endettement extérieur y est indissolublement lié à un formidable endettement des entreprises, de l'Etat et de toutes les collectivités publiques. Les prêts internationaux faits à l'Italie n'ont pas été destinés à l'investissement, ni même de façon importante au financement des importations, mais à donner des bouffées d'oxygène à un système bancaire constamment menacé d'écroulement.

En 1976, l'endettement des 757 principales entreprises italiennes se serait chiffré, selon la revue bancaire « Eurépargne » (janvier 1977) de Luxembourg, à 44 000 milliards de lires, c'est-à-dire pratiquement au niveau de leurs ventes de l'année, et le coût des intérêts aurait représenté à lui seul 6,5 % des chiffres d'affaires contre 3,8 % en 1968. En 1977, ces chiffres ont évidemment été dépassés. La Banque d'Italie a recherché, sans y aboutir, une forme de « consolidation » des créances des banques sous la forme de l'attribution aux créanciers de participations au capital social des entreprises débitrices. Mais une telle « consolidation » ne serait en fait qu'un tour de passe-passe comptable, dont la seule conséquence serait de faire passer des créances insolvables à un autre poste de « l'actif » des banques, à partir duquel elles pourraient

devenir à leur tour le répondant pour une accumulation supplémentaire de dettes tout aussi malsaines.

Un assainissement réel exige, dit la revue « Eurépargne », « des réformes de structures » dont le but serait de « rétablir la position des entreprises » moyennant une baisse du coût direct et indirect du travail et un rétablissement des niveaux de productivité perdus depuis « l'automne chaud » de 1969. Et le porte-parole du capital financier européen d'esquisser l'analyse des points sur lesquels les « réformes de structure » et le rétablissement de la productivité devraient porter : augmentation des rythmes des cadences, « inférieurs de 9-10 % par rapport à la situation en Allemagne et en France » ; « réduction du taux d'absentéisme qui aurait atteint une moyenne de 16 % » ; licenciements pour réduire « une main-d'œuvre pléthorique dont la mobilité est excessivement faible » ; abrogation des mesures assurant l'échelle mobile des salaires.

Mais l'endettement ne concerne pas seulement les entreprises, il concerne

aussi au premier chef l'Etat : 15 000 milliards de lires de déficit budgétaire en 1976, près du double prévu pour 1978. L'Etat italien doit se retourner une nouvelle fois vers le FMI, vers la CEE, vers la Deutsche Bank. Mais il n'est pas loin de la banqueroute.

Analysant la situation fin 1977, Alberto Ronchey, ancien directeur du journal de Turin, « La Stampa », qui appartient à Fiat et est le porte-parole fidèle des positions de la famille Agnelli, a déclaré que la racine de la crise politique italienne se trouvait « dans un refus diffus de l'organisation actuelle du travail et même du travail salarié comme tel », ainsi que dans l'ensemble de concessions fondamentales qu'il a fallu faire à la classe ouvrière comme conséquence de la formidable vague de grèves de 1968-1969. La politique est le concentré de l'économie. Or, face à la crise de domination politique en Italie, l'économie, c'est-à-dire le capital financier mondial, ne peut plus attendre.

Il faut bouger, même si ce pas engage dans la voie de l'aventure.

2 — le stalinisme italien, la préparation politique de la contre-révolution

L'affaire Moro est une machine de guerre qui est montée contre le prolétariat par une bourgeoisie particulièrement débile et corrompue, dont le système de domination a atteint un point avancé de décomposition, dont les rapports politiques avec la classe ouvrière sont profondément défavorables. A bout de course, cette bourgeoisie n'a d'autre choix que de laisser une nouvelle fois l'initiative aux forces les plus obscures de la contre-révolution tapies au cœur de l'appareil d'Etat décomposé, même s'il faut en passant briser et finalement assassiner l'un des principaux dirigeants de son parti dominant, comme premier pas préparatoire de la mise en place des conditions d'un assaut sanglant contre les masses.

Mais dans l'immédiat, ce n'est pas de ce côté que proviennent les dangers les plus immédiats et les plus graves. La situation est dangereuse parce que, face aux forces inentamées de la classe ouvrière, cette bourgeoisie débile et pourrie bénéficie aujourd'hui, pour la seconde fois de son histoire (la première étant en 1943-1948 dans la phase qui a suivi l'effondrement du régime fasciste et la mort de Mussolini, nous allons y venir) de l'aide sans faille et sans cesse plus étroite, jusque dans ses desseins les plus obscurs, de l'un des segments les plus expérimentés et les plus cyniques de l'appareil stalinien international, la direction du PCI et de la projection de cet appareil à la direction de la principale centrale syndicale du pays, la CGIL.

CORVALAN, BERLINGUER, PECCHIOLI...

C'est là que gît le péril le plus grave dans la situation actuelle, pour un prolétariat privé d'avant-garde restructurée à l'échelle du pays et qui a été désarmé politiquement face au stalinisme et au parti parfaitement stalinien qu'est le PCI.

A cet égard, le Secrétariat unifié porte une lourde responsabilité politique, tant par les positions que ses principaux porte-parole ont répandues sur la question de l'« euro-communisme », que par sa caractérisation particulière du PCI comme parti « réformiste ». Dans un récent article d'« Inprecor » (17 mars 1978) on lit, sous la plume de Lidia Rossi, le paragraphe suivant :

« De cet effort pour trouver la quadrature du cercle — tranquilliser sa propre base et répondre aux exigences les plus profondes du profit, menacer de plus près l'appareil du pouvoir et de la DC tout en les faisant bénéficier de son consensus —, le PCI sort avec un bilan assez mince qui ne fait que repousser à plus tard des problèmes autrement plus graves que ceux qu'il avait essayé de résoudre en déclenchant la crise gouvernementale. »

Cette appréciation est radicalement fautive et ne peut que désorienter et désarmer les militants. Non, ce n'est pas le PCI qui a déclenché la crise gouvernementale, mais la manifestation du 2 décembre des 200 000 travailleurs de la métallurgie, qui ont à la fois fait tomber le gouvernement Andreotti et déterminé la préparation de l'affaire Moro en montrant à quel point les formules d'union nationale étaient par elles-mêmes incapables de régler la situation politique en faveur de la bourgeoisie.

Non, le PCI ne menace en aucune manière l'appareil d'Etat bourgeois contrôlé par la Démocratie chrétienne. Le PCI est engagé dans un cours ouvertement contre-révolutionnaire, où il ne lui suffit plus de défendre la propriété privée des moyens de production et l'Etat bourgeois en faisant

barrage au mouvement des masses, mais où il lui faut aider la bourgeoisie à préparer l'ensemble des conditions d'une défaite sérieuse, au besoin sanglante, de la classe ouvrière et des masses.

On se souvient du voyage à Rome, voici environ un an, de Corvalan, secrétaire général du PC chilien, principal architecte de la politique funeste de l'Unité populaire chilienne, contre-révolutionnaire de part en part. Corvalan a souligné à quel point il tenait à faire ce voyage à Rome, pour saluer Berlinguer et affirmer son accord avec la politique de compromis historique.

Corvalan a dit qu'il se reconnaissait dans la politique du PCI plus que dans celle de tout autre PC au monde. Corvalan sait de quoi il parle. En matière de défaite sanglante de la classe ouvrière, il est orfèvre. Il y a lieu, en Italie et internationalement, de prendre tout à fait au sérieux l'avertissement qu'il a lui-même lancé à la classe ouvrière et à son avant-garde. Il est indispensable d'assimiler les leçons de la politique du front populaire telle qu'elle a été menée en France, en Espagne, au Chili. Certaines de ces leçons s'appliquent en Italie aujourd'hui.

Dans « Le Monde » du 19 mars, on a pu lire un dialogue entre Ugo Pecchioli, membre de la direction du Parti communiste italien, et le journaliste qui l'interrogeait. Pecchioli a été présenté par un journaliste britannique comme l'homme occupant les fonctions de ministre de l'Intérieur au sein de ce que ce journaliste nomme le « shadow cabinet » formé par le PCI. La comparaison avec les usages de la démocratie parlementaire britannique a ses limites, mais elle situe Pecchioli clairement, comme l'interlocuteur quotidien du ministre de l'Intérieur du gouvernement démocrate-chrétien.

— « Est-il vrai, demande le journaliste, que vous collaborez étroitement avec le ministre de l'Intérieur ? »

— « La collaboration, répond Pecchioli, existe depuis deux ans environ. Elle est étroite. »

— « Vous avez donc accès à tous les secrets de l'Etat ? »

— « Il y a des choses secrètes, et qui doivent le rester. L'Etat se tromperait en les révélant à qui que ce soit. La lutte contre le terrorisme exige avant tout des services secrets efficaces. »

Le dialogue exige une seule précision. La collaboration sur ce plan ne date pas de deux ans, mais de trente-cinq ans, lorsque Togliatti en personne, comme ministre de la Justice et de l'Amnistie, a œuvré dans des conditions que nous rappellerons plus loin à la reconstitution des institutions les plus centrales de l'appareil d'Etat. Il y a deux ans, cette collaboration a tout au plus été réactivée, rendue plus étroite et quasi institutionnelle. Mais elle remonte aux origines de la république italienne de 1946, dont le PCI est dans tous les sens du terme l'un des architectes.

UNE POLITIQUE OUVERTEMENT CONTRE - REVOLUTIONNAIRE

Le sens des propos de Pecchioli est clair. Ils n'ont pas besoin d'être interprétés ; ils doivent être pris au pied de la lettre. Le PCI est engagé, aux côtés de l'appareil d'Etat et des sommets de la Démocratie chrétienne, dans une politique ouvertement contre-révolutionnaire qui couvre l'ensemble des terrains de la préparation des conditions matérielles et politiques d'un coup de force direct contre la classe ouvrière.

Au début des années 1960, le PCI a été le premier à mettre soigneusement au point la tactique dite des « scioperi articolati », autrement dit des grèves tournantes, qui a ensuite fait recette. Aujourd'hui, il s'emploie à « articuler » au millimètre près une politique qui comporte une intervention contre la classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses, sur trois plans principaux :

- le matraquage idéologique quotidien de la classe ouvrière et des masses pour les désarmer face à l'Etat ;

- l'aide à la bourgeoisie et à son parti dominant pour renforcer l'appareil d'Etat et l'arsenal juridique contre les masses ;

- l'organisation d'une tentative systématique pour affaiblir la classe ouvrière organisée et miner, par le licenciement, par la désyndicalisation et par la mise en place d'une législation antigrevé, les forces vives de cette classe, la démoraliser, la disloquer.

L'ensemble des interventions se combinent entre elles et se complètent mutuellement. Il faut en faire rapidement l'examen point par point.

LE MATRAQUAGE IDEOLOGIQUE DES MILITANTS

Dans les colonnes de « L'Unita » et de « Rinacita », principaux organes du PCI, dans les discours de tous les dirigeants du parti stalinien, dans les discours de Lama, de Trentin et de tous les dirigeants de la CGIL, la classe ouvrière et les masses tout d'abord sont soumises quotidiennement à un intense et systématique matraquage idéologique. Il avait commencé avant l'enlèvement de Moro, mais à la faveur de celui-ci il a atteint une intensité extraordinaire.

Les thèmes qui sont repris inlassablement sont toujours les mêmes : la république italienne de 1947 et ses institutions seraient celles d'une « démocratie progressive » ; l'Etat bourgeois à partir duquel la classe possédante voudrait retrouver la force de porter des coups terribles à la classe ouvrière serait un Etat dans lequel la classe ouvrière pourrait et devrait se reconnaître ; la classe ouvrière doit appuyer la « nouvelle majorité », qui est celle de l'ancienne « alliance antifasciste », où le PCI et le PSI étaient rassemblés aux côtés du Parti populaire de Sturzo, future base de la Démocratie chrétienne et des républicains dirigé aujourd'hui par La Malfa, homme du capital financier mondial ; elle doit se rassembler autour de l'Etat et de ses institutions et défendre celles-ci contre les menées de la contre-révolution... (dont le PCI reconnaît sans peine

l'existence et parfois même le fait qu'elles ont leur source au cœur de l'appareil d'Etat) en acceptant et en appuyant le renforcement de tous les organes répressifs de ce même Etat pour qu'ils soient ensuite lancés contre les travailleurs. Tels sont les axes du matraquage idéologique auquel la direction du PCI soumet la classe ouvrière et ses propres militants, afin de leur faire perdre le sens des clivages de classe et appuyer un ensemble de mesures qui sont dirigées directement contre les travailleurs et la jeunesse.

LES LOIS SUR L'ORDRE PUBLIC

Le second plan de l'intervention de la direction du PCI est celui précisément de l'aide apportée à chaque instant au gouvernement démocrate-chrétien, pour introduire, par décret-loi d'abord et par une révision complète de la loi Reale sur l'ordre public ensuite, toutes les dispositions juridiques qui peuvent permettre de renforcer l'arsenal répressif de l'Etat.

Cette aide se situe notamment à un niveau qui n'est nullement secondaire, celui du fonctionnement quotidien des mécanismes de la démocratie parlementaire bourgeoise. Cette démocratie parlementaire bourgeoise est le produit forcé de la crise révolutionnaire qui a secoué les fondements de l'ordre bourgeois dans toute l'Europe à l'issue de la seconde guerre impérialiste mondiale. Son existence aujourd'hui ne peut plus assurer les conditions d'une domination tant soit peu stable de la bourgeoisie. A terme, et pour autant que les conditions existent pour modifier l'état des rapports politiques entre les classes, la démocratie parlementaire devra laisser place à une forme d'Etat fort. C'est là l'un des buts de l'affaire Moro. Mais il s'agit encore d'un but lointain, hors de la portée immédiate tant de la bourgeoisie que du stalinisme. Pour l'instant, il faut renforcer l'Etat tel qu'il est.

Il y a eu beaucoup de militants centristes et gauchistes pour sourire de l'élection, en juillet 1976, à la suite des élections du 20 juin, de Ingrao, membre du bureau politique du PCI,

comme président de l'Assemblée nationale, tandis que Fanfani, ce dirigeant historique de la Démocratie chrétienne, était élu à la tête du Sénat. Au même moment, staliniens et démocrates chrétiens se sont répartis également les postes importants et nombreux de présidents, vice-présidents et rapporteurs des différentes commissions parlementaires. Dans un système de démocratie parlementaire, ces postes sont des rouages de l'appareil d'Etat. Lorsque Ingrao devient président de la Chambre, et Segré, pour ne citer qu'un autre exemple, vice-président de la Commission de la Défense nationale, il s'agit de faits politiques qui sont de toute première importance. C'est à ce niveau que se place la collaboration de classe avec la bourgeoisie et que s'ordonne toute la politique dirigée contre les masses.

Dans les jours qui ont immédiatement suivi l'enlèvement de Moro, Andreotti et Cossiga, le ministre de l'Intérieur, travaillant de concert avec le vis-à-vis stalinien de celui-ci, Pechioli, ont rédigé et édicté un décret-loi sur l'ordre public qui prolonge la garde à vue, légalise les écoutes téléphoniques, accroît les pouvoirs de la police en matière de perquisition à domicile, légalise la subordination des juges d'instruction aux commissaires de police.

La Constitution italienne prévoit un contrôle a posteriori du Parlement sur les décrets-lois.

Ceux-ci doivent être ratifiés par un vote de la commission des lois de la Chambre et du Sénat. Le PCI a assuré par son vote (de même que le PSI) cette ratification. Aujourd'hui, il se dépense sans compter, sur la base de la mobilisation de toute sa fraction parlementaire, pour élaborer dans des délais extrêmement courts, qui sont indispensables pour éviter un référendum sur la question, une révision de la loi Reale sur l'ordre public.

L'un des articles de la Constitution italienne (que le PCI propose de réviser pour en limiter rapidement la portée) prévoit que les citoyens ont le droit de demander l'abrogation d'une loi par référendum s'ils réunissent 500 000 signatures sur leurs propositions. C'est ce que le Parti radical a fait sur huit questions, dont le Code

fasciste sur l'avortement et la loi Reale sur l'ordre public. Afin d'éviter le référendum, on révisé aujourd'hui la loi sur l'ordre public. Mais on fait d'une pierre deux coups. En révisant la loi on l'aggrave, on lui donne un caractère de véritable loi scélérate.

L'une des notions centrales du texte en préparation est le « délit de nature à occasionner une grave alarme sociale ».

Fin 1973, en Argentine, Peron avait fait voter une loi portant révision du Code pénal sur des points à peu de chose près exactement analogues, sous prétexte de « combat contre le terrorisme ». Toutes ces « révisions » ont été utilisées contre la classe ouvrière. Aujourd'hui, la Commission des lois du Parlement italien travaille jour et nuit pour vaincre « l'obstructionnisme » dont seraient coupables les cinq députés du petit Parti radical, parti laïque connu pour son combat contre l'Eglise sur la question du divorce et de l'avortement, et les députés du bloc centriste Democrazia Proletaria. Chaque vote de la commission voit le fonctionnement sans faille de la « nouvelle majorite », c'est-à-dire l'alliance contre-révolutionnaire qui lie aujourd'hui les deux grands partis traditionnels de la classe ouvrière, le PCI et le PSI, à la Démocratie chrétienne et aux petits partis porte-parole de secteurs précis du grand capital, le vieux Parti libéral et le Parti républicain de La Malfa.

La même alliance a fonctionné dans les mêmes conditions sur la question de l'avortement, ou il a fallu également travailler contre la montre pour tenter d'empêcher à tout prix un référendum qui recréerait nécessairement le clivage fondamental, qui recoupe pratiquement le clivage classe contre classe en Italie, entre les forces qui sont pour ou contre le Vatican et son prolongement séculier le parti démocrate-chrétien, et toutes les lois qui subordonnent l'Etat à l'Eglise comme conséquence du Concordat ratifié en 1947 par le PCI. Un texte bien plus réactionnaire encore que la loi Veil a été voté à la Chambre début avril. Il y a deux ans, un texte analogue avait été battu au Sénat par la majorité cléricale. Aujourd'hui, le PCI a fait tout ce qui était en son pou-

voir pour soumettre un texte « acceptable » par le Vatican et la majorité cléricale, en attendant que puissent être réunies les conditions pour écraser la classe ouvrière et la jeunesse et rétablir les conditions de la domination sans partage de la réaction.

LE COMBAT DES APPAREILS POUR DISLOQUER LA CLASSE OUVRIERE

Le troisième plan sur lequel se développe la politique contre-révolutionnaire du PCI, entraînant derrière lui l'appareil social-démocrate et l'ensemble des appareils des confédérations syndicales CGIL, UIL, CISL, est celui des efforts entrepris pour disloquer la classe ouvrière comme classe organisée.

Il y a aujourd'hui en Italie plus de deux millions de chômeurs, plus quelque 800 000 jeunes qui n'ont jamais fait partie de l'appareil de production, plus dans les campagnes et les villes du Sud de l'Italie un vaste chômage déguisé, à la fois expression et legs, en Italie comme en Espagne, d'un système d'exploitation latifundiste qui n'est pas encore complètement liquidé. Jusqu'à présent, la classe ouvrière organisée, à partir de ses bastions, dans les syndicats et dans les grandes usines du triangle industriel Turin-Milan-Gênes, a combattu avec succès pour défendre ses acquis — garanties contre les licenciements et les mutations, système très favorable d'indemnités de chômage (la « cassa integrazione », caisse d'aide au chômage, qui avait deux particularités : le travailleur au chômage appartient toujours à son entreprise d'origine et l'indemnité est sans limite), existence d'un Code du travail (le statut du travailleur de 1970) qui codifie un ensemble de droits et garanties face à l'employeur — et a refusé de laisser la bourgeoisie faire peser sur la fraction employée de la classe ouvrière le poids de l'armée industrielle de réserve.

Ce sont là des acquis décisifs qui contribuent centralement, aux côtés des organisations syndicales et des organismes de combat du type comité d'usine, à l'aide desquels la classe

ouvrière a arraché en 1968-1969 la plus part de ces conquêtes, à organiser cette classe comme classe, à lui donner sa physionomie d'une classe qui n'est pas écrasée sous le « tylon de fer » et qui entend combattre. C'est à partir de ces acquis que cette classe a pu résister au premier plan d'austérité d'Andreotti (octobre-novembre 1976) et aller jusqu'à la manifestation du 2 décembre qui a scellé le sort de son premier gouvernement.

C'est par rapport à ces éléments qu'il faut comprendre la portée du document « approuvé » le 14 février par une « assemblée générale » de 1 500 délégués, dont moins d'un tiers étaient élus, convoquée au quartier de l'Europe à Rome par la « fédération syndicale », c'est-à-dire le cartel qui réunit la direction confédérale des trois centrales CGIL, UIL, CISL.

Ce document confirme la « suspension » de la loi sur l'échelle mobile des salaires déjà imposée par Andreotti et acceptée par les appareils syndicaux depuis fin 1976 ; il limite les revendications salariales par rapport au renouvellement prochain des conventions collectives ; il donne le feu vert à la « mobilité de l'emploi », c'est-à-dire aux licenciements, aux mutations et aux déqualifications ; il annonce la liquidation de la « cassa integrazione », analysée plus haut, au profit d'un système qui est calqué sur celui de l'ANPE en France ; il accepte et annonce enfin le relèvement des tarifs des services publics.

LA LIGNE STALINIENNE POUR LA PRODUCTION ET LES MENACES CONTRE LE DROIT DE GREVE

Il s'agit là d'autre chose et de bien plus que d'un « pacte social ». La forme du document adopté en février n'est pas sans importance. Il ne s'agit pas d'un accord conjoint avec les fédérations patronales ou le gouvernement. Il s'agit d'un document élaboré par les appareils syndicaux. Il porte le titre « Proposition pour une politique de redressement et de développement

économique et social ». Il prétend respecter l'indépendance des syndicats face à l'Etat et aux partis. Il a été présenté comme l'expression la plus élevée du fait que « la classe ouvrière se fait classe dirigeante, affronte la crise et la gouverne » (titre du rapport de Napolitano à la conférence ouvrière du PCI). Il présente ainsi la politique du grand capital (et un document préparé de concert avec lui) comme étant celle de la classe ouvrière. Tout cela traduit une réalité profonde : seuls les appareils ont la force de tenter de disloquer la classe ouvrière.

Nous publions page 104 la présentation que Lama a faite de ce document au journal « La Repubblica » le 19 janvier. L'agression de Lama a ouvert la voie à une succession de discours et d'articles dont l'axe a été l'attaque forcenée contre le « corporatisme », « l'égoïsme corporatiste ». Lors de la conférence ouvrière convoquée par le PCI à Naples sous le titre : « la classe ouvrière se fait classe dirigeante, domine et dompte la crise », le rapport de Napolitano a eu comme axe central « le combat contre toutes les tendances corporatistes », contre la « pratique malhonnête et dégradante de l'absentéisme », contre « le refus de s'engager à l'accroissement de la productivité et l'assainissement du bilan des entreprises en collaboration avec les dirigeants démocratiques » (sic), contre « les prétextes utilisés pour réduire les heures de travail », contre les « capitulations face aux revendications démagogiques ».

Plus haut, nous avons dit notre profond désaccord avec les formules politiquement désarmantes de la rédaction d'« Inprecor ». Ici nous pouvons par contre indiquer notre accord avec Antonio Moscato lorsqu'il écrit dans « Bandiera Rossa », l'organe de la section italienne du Secrétariat unifié, à propos d'un article sur le même thème dans « Rinacita » :

« Nous avons affaire à de nouveaux arguments déjà employés par le stalinisme. En 1945, « l'hégémonie ouvrière » se traduisait dans la nécessité de « démasquer » les patrons qui s'enfuyaient et les « obliger à reprendre les usines », et dans le « combat pour la production ». Aujourd'hui, il s'agit de « prendre l'initiative dans

les sacrifices, dans la relance de la productivité, dans la compression de la consommation populaire, dans la création des stimulants de l'accumulation capitaliste ». »

Les conditions historiques sont différentes à de nombreux égards, mais, comme en 1945, c'est à l'appareil stalinien que revient le rôle de fer de lance contre la classe ouvrière, dans une bataille dont l'objectif central est de déloger la classe ouvrière de ses posi-

tions organisées, de la disloquer en détruisant, ou en tentant de détruire, les institutions qui l'organisent à un moment déterminé comme classe. En 1945 c'étaient les comités d'usine, les milices armées. En 1978, ce sont les conquêtes arrachées en 1968-1969, ce sont les syndicats, c'est le droit de grève.

Car, à la faveur de l'affaire Moro, c'est le droit de grève qui est désormais directement visé. Dans la dernière semaine d'avril, 146 députés

« Nous appelons la classe ouvrière à un programme de sacrifices »

Luciano LAMA (dirigeant du PCI et de la CGIL)

« Le syndicat propose aux travailleurs une politique de sacrifices. Des sacrifices non marginaux, mais substantiels. Si nous voulons être cohérents avec l'objectif de diminution du chômage, il est clair que l'amélioration des conditions des ouvriers occupés doit passer en seconde ligne.

La politique salariale au cours des prochaines années devra être très contenue, les améliorations que l'on pourra demander devant être échelonnées sur les trois années de durée des contrats, tout le mécanisme de la Caisse d'intégration devra être revu de fond en comble. Nous ne pouvons plus obliger les usines à garder un nombre de travailleurs supérieurs à leurs capacités productives et non ne pouvons pas non plus prétendre que la Caisse d'intégration assiste de façon permanente les travailleurs en excès. Dans notre document, nous disons que la Caisse doit assister les travailleurs pour une année et pas plus (...). En somme : mobilise réelle de la main-d'œuvre et fin du système du travail assisté en permanence.

Il s'agit d'un tournant dans la politique syndicale, car jusqu'ici on établissait un certain niveau salarial et un certain niveau d'emploi, et ensuite on demandait que les autres éléments économiques soient fixés de façon à rendre possibles ces niveaux de salaire et d'emploi. Eh bien, nous devons être intellectuellement honnêtes : c'était une bêtise, parce que dans une économie ouverte, les variables sont toutes dépendantes les unes des autres.

Naturellement, nous n'abandonnons pas les licenciés à leur sort. Notre proposition est que les licenciés soient inscrits sur des listes spéciales et aient la priorité absolue pour l'embauche. Le capitalisme est dans une phase déclinante. Mais cela ne signifie pas du tout que, à moyen terme, il ne puisse pas encore soutenir d'intenses phases de développement (...).

Je répète : c'est justement pour collaborer à cet objectif et l'utiliser pour résorber le chômage que nous appelons la classe ouvrière à un programme de sacrifices.

Si cette ligne ne passe pas dans la classe ouvrière, cela signifie que les égoïsmes sectoriels auraient gagné. Si cela arrivait, il n'y aurait plus d'espoir pour ce pays. » (La Repubblica - 19 janvier 1978)

démocrates-chrétiens ont déposé un projet de loi antigreve. Le 30 avril dans « L'Espresso », l'un des secrétaires confédéraux a déclaré :

« Effectivement, le contrôle et la réglementation des grèves est un problème qui se pose. »

A Turin, le 1^{er} mai, c'est Lama en personne qui lie le combat contre le

« corporatisme » à la réglementation du droit de grève :

« A ceux qui déchaînent la guerre contre les usagers innocents, bloquant des services comme les transports ou les hôpitaux, nous disons que nous n'acceptons pas que leur égoïsme corporatiste vienne compromettre le droit intangible des travailleurs, le droit de grève. »

3 — les traits spécifiques de l'Etat bourgeois italien, les mécanismes de la provocation

« Brigades rouges ? Brigades noires ! », a titré « Informations ouvrières » au lendemain de l'enlèvement d'Aldo Moro. C'est en effet du sein des rouges les plus profonds et secrets de l'appareil d'Etat qu'a été conçu et organisé l'enlèvement de Moro et qu'ont été ensuite élaborées toutes les manœuvres qui ont marqué le développement de l'affaire et ses multiples rebondissements jusqu'à l'assassinat.

Les méthodes auxquelles la bourgeoisie italienne a choisi d'avoir recours — pour tenter de reprendre, avec l'aide de l'appareil stalinien, l'initiative dans la lutte des classes et pouvoir ensuite s'engager, plus loin si possible, sur la voie de la préparation de la contre-révolution — sont par de nombreux aspects à son image même. Ce sont les méthodes caractéristiques d'une classe débile et pourrie qui a assis sa domination tour à tour sur le fascisme, la réaction cléricale et la domination des caciques et grands propriétaires fonciers, propre à un pays où les tâches de la révolution bourgeoise n'ont été menées à terme que dans des conditions très particulières.

Mais ce sont aussi des méthodes qui sont à l'image du système capitaliste dans sa phase d'agonie. Au sein de l'appareil d'Etat, du plus profond de ses entrailles et d'autant plus sûrement que sa décomposition est avancée, ont surgi et resurgiront nécessairement les

forces de la contre-révolution, utilisant dans leur bataille contre le prolétariat les méthodes empreintes de la barbarie propre à ce système social aux abois.

1944-1946 : LE STALINISME CONTRE LA REVOLUTION

Mais si le prolétariat italien subit une nouvelle fois la menace d'un terrorisme d'Etat aux contours obscurs, c'est au stalinisme seul qu'il le doit.

En 1944, la classe ouvrière et les masses ont tenu la bourgeoisie italienne à leur merci. Par les brèches ouvertes créées par la chute de Mussolini et l'effondrement du régime fasciste, elles avaient surgi au-devant de la scène politique. L'Italie s'est couverte de comités révolutionnaires dans les enclaves libérées par les partisans où la république était invariablement proclamée, comités de gestion ouvriers dans les usines du Nord, comités paysans d'occupation et d'expropriation des grands domaines. Ce sont des partisans en armes qui ont fait prisonnier Mussolini et les anciens dignitaires du régime fasciste qui cherchaient à s'enfuir avec lui. C'est un tribunal révolutionnaire qui les a condamnés. Ce sont les partisans en armes qui ont exécuté le jugement.

Dans toute l'Europe, comme Trotsky en avait fait le pronostic en 1939 sur la base de la méthode employée avant lui par Lénine, la seconde guerre impérialiste mondiale s'est transformée à partir de 1944 en guerre civile. En Italie, à un degré particulièrement poussé, c'est vers la destruction révolutionnaire de l'ensemble des institutions fascistes et de tous les rapports sociaux hérités d'une histoire marquée par le caractère inachevé de la révolution démocratique bourgeoise, que se dirigeait en 1944-1945 le mouvement de la classe ouvrière et des masses italiennes.

La présence des armées impérialistes ne pouvait empêcher à elle seule la transformation de la crise révolutionnaire en révolution ouverte. Pour cela, il fallut l'intervention active et centrale de l'appareil stalinien international et de son agence italienne, le « groupe dirigeant » du PCI, constitué autour de Togliatti. Robert Clément a analysé cette intervention dans un article publié par le numéro 577 de « La Vérité ». Elle porte le nom du « tournant de Salerne », mais c'est seulement pour les militants ouvriers et les militants mêmes du PC qui s'apprétaient, eux, à abattre la bourgeoisie, qu'il y a eu « tournant ».

LE ROLE DE TOGLIATTI

C'est grâce à la collaboration active de Togliatti que la monarchie a été temporairement sauvée en 1944, alors que le Congrès des comités de libération nationale réuni à Bari fin janvier 1944 avait décidé à l'unanimité d'exiger l'abdication du roi et la liquidation des institutions de la monarchie.

C'est à Togliatti et à son appareil qu'a été due la liquidation progressive des comités et la réaffirmation autour de la monarchie des prérogatives de l'Etat bourgeois. Lorsque le référendum sur la forme républicaine ou monarchique de l'Etat sera finalement organisé en 1946, le mouvement des masses aura déjà été partiellement refoulé, et la passation des pouvoirs pourra avoir lieu en dehors de l'intervention directe des masses et dans des conditions aussi favorables que possi-

ble pour la stabilité de l'Etat bourgeois et de ses institutions.

Au cours des deux années les plus critiques de ce processus, c'est Togliatti en personne qui a occupé le ministère de la Justice. Nous l'avons déjà souligné plus haut, mais il faut s'y arrêter un peu plus longuement. En tant que ministre de la Justice et de l'Amnistie (tel était le titre complet), Togliatti s'est chargé de sauver de la tourmente révolutionnaire deux rouages fondamentaux, non pas seulement de l'Etat en général, mais de l'appareil répressif de l'Etat en particulier, l'appareil judiciaire et le système pénitentiaire. Parallèlement, c'est lui qui a eu pour charge d'élaborer et surtout d'appliquer une loi d'amnistie en faveur du personnel fasciste et monarchiste.

Robert Clément a rappelé les fonctions occupées par Togliatti, en Espagne notamment, comme responsable élevé de la Guépéou. Au ministère de la Justice, c'est en guépéoutiste chevronné qu'il a agi. La ligne du PCI était la même que celle du PCF, la dislocation des conseils, le désarmement des milices, la restitution des usines aux patrons, et des grands domaines aux propriétaires, le « produire d'abord » et la bataille contre la grève, arme des « hitléro-trotskyistes ». Mais pour qu'elle puisse être appliquée, encore fallait-il qu'il y ait un Etat et que ses institutions essentielles fonctionnent.

L'acharnement dont Togliatti fit preuve en confirmant d'abord l'essentiel de l'appareil judiciaire mis en place sous Mussolini dans ses fonctions et en lui enjoignant ensuite catégoriquement de jouer son rôle, se lit dans la circulaire qu'il adresse au cours de l'hiver 1945-1946 à tous les procureurs généraux du royaume :

« Il n'aura pas échappé à l'attention de vos Excellences qu'au cours des derniers temps, de façon particulière, ont eu lieu dans de nombreuses provinces des manifestations de protestations contre le chômage, comportant souvent de graves faits de dévastation et saccage, d'endommagements d'édifices publics et même de violences sur la personne de fonctionnaires. C'est pour cela que ce ministère, profondément convaincu

de la nécessité de voir l'action énergique entreprise par la police pour la défense de l'ordre public pleinement appuyée par l'autorité judiciaire, s'adresse à vos Excellences en les invitant à bien vouloir transmettre aux services sous leurs ordres les directives appropriées, afin que l'on procède contre les personnes dénoncées avec le plus grand soin et la plus extrême rigueur. Les instructions et les procès devront être menés avec la plus grande célérité afin d'assurer une répression rapide et exemplaire. » (1)

Dans le domaine du rétablissement plein et entier du système pénitentiaire et de la restauration de l'ordre dans les prisons, Togliatti a agi avec la même brutalité et la même détermination de remettre en place tous les organes de l'Etat bourgeois.

LA FORMATION DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

C'est de 1944-1948 que date la formation de la Démocratie chrétienne et son quasi-monopole de la représentation politique de la bourgeoisie italienne. Les traits de la Démocratie chrétienne ont été façonnés par les conditions de sa naissance.

La Démocratie chrétienne n'a pas acquis sa prééminence comme expression de la force propre et de l'homogénéité de cette bourgeoisie, mais au contraire comme conséquence de son extrême faiblesse, de sa prostration totale à l'issue de la crise révolutionnaire et de la nécessité pour elle de se raccrocher, avec l'aide de Togliatti, au Vatican et à l'Eglise, principales institutions bourgeoises sorties à peu près indemnes de la tourmente.

Elle ne représente en aucune manière ce parti de masse « inter-classiste » ou « poly-classiste », dont

(1) G. Bocca, *Palmiro Togliatti*, Laterza 1973, p. 452, cité par A. Moscato dans une brochure récente : *Les communistes au gouvernement : le bilan de la participation aux gouvernements d'unité nationale, 1944-1948*.

le PCI a toujours tenté de donner l'image. Il s'agit du parti du grand capital construit grâce à l'aide de l'impérialisme et du stalinisme à partir des forces les plus réactionnaires de la société italienne : le cléricanisme obscurantiste, les débris du parti monarchique, les amnistiés de l'appareil d'Etat mussolinien, les propriétaires fonciers et les caciques du Sud, les mafiosi, tous les affairistes véreux auxquels l'accès aux commandes de l'Etat était indispensable à la réussite de leurs combines.

La symbiose qui s'est effectuée ainsi entre la Démocratie chrétienne et les débris de la monarchie, du fascisme et du caciquisme a été la source d'embée de la corruption généralisée, elle-même facteur de décomposition, d'affaissement et de gangrène de l'appareil d'Etat. Consolidée par plus de trente ans de monopole gouvernemental, cette confusion entre les institutions de l'Etat bourgeois, représentation en principe des intérêts généraux de la classe capitaliste, et les intérêts matériels les plus étroits des couches, cliques et clientèles organisées au sein de la Démocratie chrétienne, imprime aujourd'hui à la crise de la domination politique de la bourgeoisie italienne certains des aspects spécifiques qui la marquent.

La crise de décomposition de l'Etat et du parti qui en est le pivot libre une nouvelle fois les forces que la révolution prolétarienne aurait pu détruire à jamais et qui l'auraient été sans le stalinisme. Ces forces ont vécu tapies au plus profond de cet Etat depuis 1945. Elles se sont renforcées de toute l'aide qu'elles ont reçue par la suite de l'impérialisme nord-américain et des liens tissés avec ses services. Mais c'est le stalinisme qui les a sauvées et qui a assuré avec minutie la continuité des institutions mussoliniennes.

L'Italie a eu en 1946-1947, après le reflux de la révolution, après le référendum sur la monarchie et le départ du roi dans l'ordre et le calme, une « Constituante ». Les guillemets s'imposent car, si jamais une Constituante fut bâtarde ce fut bien celle-ci. Elle n'a rassemblé à aucun moment entre ses mains tous les pouvoirs. Tandis qu'elle préparait un texte sur les institutions à venir, le gouvernement

dirigé par de Gasperi, sans la moindre responsabilité devant la Constituante, a concentré par contre pendant plus d'un an les pouvoirs exécutif et législatif. Tandis que la Constituante travaillait, l'ensemble de la législation fasciste demeurait en vigueur. Elle prit soin de se limiter à une œuvre constituante partielle, de laisser délibérément des champs entiers de la législation et des institutions antérieures en place, de telle sorte que le 7 février 1948, la Cour de cassation italienne put rendre une décision comme quoi toutes les lois fascistes non explicitement abrogées par la Constitution restaient en vigueur. Dans son article de 1974, Robert Clément a expliqué toute la portée de l'article 7 de la Constitution qui a confirmé le Concordat et les accords du Latran. Mais il convenait ici de rappeler aussi les éléments qui viennent d'être donnés. Les forces de la contre-révolution n'ont pas été éliminées de la société italienne en raison d'une politique consciente qui n'a rien laissé au hasard. La continuité entre Pecchioli et Togliatti est totale. Le prolétariat italien se retrouve face aux forces que le stalinisme lui a interdit de rayer de la carte de l'Italie.

LES ATTENTATS DE 1969-1974 ET L'AFFAIRE VALPREDA

Il est établi aujourd'hui que la longue liste d'actions terroristes qui se sont succédées au long des années 1969-1974 à la suite de l'attentat à la bombe organisé le 12 décembre 1969 à la Piazza Fontana de Milan (attentat de Trente en 1971, de la préfecture en 1973, de Brescia en mai 1974, du train italien San Benedetto - Valdisambro en août 1974) ont été le fait des services secrets et spéciaux italiens. Nul doute que ceux-ci aient été liés aux services correspondants des autres principales puissances impérialistes. Ils ont agi au travers des groupes néofascistes et de la Mafia. Ils ont bénéficié de l'aide et de la complicité à des titres divers de l'ensemble de l'appareil d'Etat et de la Démocratie chrétienne.

Pour ne prendre que l'affaire Valpreda, il est établi maintenant que les auteurs de l'attentat de la Piazza Fon-

tana étaient membres du groupe fasciste dirigé par Freda et Ventura, groupe auquel Gianettini, agent des services spéciaux de l'armée italienne, appartenait. Il est établi que Gianettini faisait ce « travail » sur mandat de ses supérieurs, les généraux et amiraux Miceli, Heneke, Terzani, Castaldo, Alemani, Maletti et Malzia, eux-mêmes couverts par Rumor, Andreotti et Moro.

Par Rumor, Andreotti et Moro...

Depuis le ministère de l'Intérieur, le ministre Restivo prenant personnellement l'enquête en main, celle-ci a été « orientée » vers les anarchistes. Le préfet de Milan Guida, les fonctionnaires de la police judiciaire et de la Sûreté de l'Etat, une fraction de l'appareil judiciaire du parquet de Milan et du Conseil de la magistrature ont tous collaboré activement sous ses ordres à la tentative de donner un semblant de consistance à ces accusations afin de pouvoir arrêter Valpreda et Pinelli.

Lorsque Pinelli se « suicide » dans les locaux de la police, le 16 décembre, c'est le même préfet Guida qui est là pour déclarer à la presse qu'il faut y voir « une sorte d'auto-confession »... Pour étayer l'accusation, six faux témoins sont produits... qui vont avoir en commun le triste privilège de mourir très vite de mort violente... Il est établi enfin que, lorsqu'à la suite d'une longue campagne nationale l'enquête a finalement été retirée au parquet de Milan, puis que la lumière a commencé à filtrer, c'est du Premier ministre de l'époque, Rumor, et de son ministre de la Défense, Andreotti, que sont venues les instructions pour que les généraux chefs des services secrets continuent à couvrir leurs agents.

Rumor, Andreotti ?... Il ne manque que Moro... Que de points de suspension !...

Et si lumière a pu être faite partiellement sur la provocation de la Piazza Fontana, Valpreda libéré, aucune lumière n'a jamais été faite sur la mort, le 15 mars 1972, du grand éditeur de gauche Feltrinelli, créateur des archives de l'histoire du mouvement ouvrier italien, dont le cadavre a été trouvé déchiqueté au pied d'un pylône

électrique qu'il se serait apprêté, selon la version de la police et des magistrats, à faire sauter !

DE LA « STRATEGIE DE LA TENSION » AUX « BRIGADES ROUGES »

Le but de cette activité terroriste d'Etat a été défini par un spécialiste anglais de la politique italienne, Percy Allum, comme étant de créer les conditions nécessaires

« pour favoriser la formation d'un gouvernement d'ordre sans changement institutionnel préalable (*c'est-à-dire en consolidant les forces politiques et sociales autour de la Démocratie chrétienne*), mais prêt à soutenir à fond le renforcement de l'exécutif ».

Oui, il faudrait à la bourgeoisie italienne un « Etat fort », mais dans la forme qu'elle a revêtu de 1969 à 1974, la « stratégie de la tension » n'a pas atteint son but. Elle s'est brisée sur la résistance de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses exploitées. Celles-ci ont su maintenir l'ensemble de leurs revendications, combattre pour la défense de Valpreda.

Avec le référendum sur le divorce, avec la profonde poussée à gauche aux élections municipales du 15 juin 1975, avec la dissolution anticipée du Parlement de mai 1976, avec le résultat des élections du 20 juin 1976, elles ont infligé de plus en plus puissamment une succession de défaites politiques à la Démocratie chrétienne.

Il fallait donc trouver mieux, un substitut aux groupes fascistes face auxquels la classe ouvrière était toujours prête à se mobiliser, quelque chose de plus « subtil ». Le gauchisme, né sur le terrain de la décomposition de la société bourgeoise et de l'impasse créée par le stalinisme, s'est offert comme le terrain idéal de la constitution d'un instrument de provocation bénéficiant d'un visage « gauche », « anticapitaliste », « révolutionnaire ». Ainsi sont nées, vers 1972, les « Brigades rouges ». A la veille des élections de mai 1972,

déjà, c'est « la découverte au bon moment », note Yves Benot,

« de toute une série de repères des « Brigades rouges », avec prisons préparées pour « ennemis du peuple », munitions et explosifs « à gogo », qui a permis d'agiter l'épouvantail du « rouge », la dynamite et du P. 38, aidé à « accréditer » la version policière de la mort de Feltrinelli et contribué à donner le premier coup d'arrêt à la progression des partis ouvriers sur le terrain électoral depuis les années 1950 ». (*L'autre Italie*, 1968-1976, Ed. Maspéro)

Le procès de Turin a établi que, dès 1974, les « Brigades rouges » étaient infiltrées de part en part par la police et les services secrets. Mais à un certain stade, on ne peut plus se contenter de parler d'infiltration.

CARACTERISER POLITIQUEMENT LES « BRIGADES ROUGES »

La caractérisation politique précise des « Brigades rouges » est devenue une pierre de touche pour les organisations et militants italiens se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme. L'irresponsabilité politique totale des groupes centristes - gauchistes, qu'il s'agisse de « Lotta Continua » ou des groupes du bloc Democrazia Proletaria, se mesure, parmi tant d'autres éléments, à leur refus de caractériser sans équivoque les « Brigades rouges ». Ils contribuent ainsi à accréditer l'idée propagée par la bourgeoisie et le stalinisme, idée indispensable au succès de la provocation, comme quoi les « Brigades rouges » auraient un lien, si ténu soit-il, avec la classe ouvrière et une politique révolutionnaire.

A la mi-avril encore, l'un des rédacteurs de « Lotta continua », Guido Viale, écrit à la suite d'une réunion publique des lecteurs du journal :

« Je suis contre le terrorisme, mais je ne suis pas contre les terroristes. Je pense que nous avons en commun avec eux une grande partie de notre histoire (non pas politique ou organisationnelle certes, mais à coup sûr personnelle et sociale). » (*Il Manifesto* 1/5/1978)

Sur cette question décisive, il est impossible de passer sous silence la prise de position de certains membres du Secrétariat unifié et, en premier lieu, de celui qui aurait voulu se faire le fossoyeur du trotskysme en Italie. Le 20 mars, dans « Rouge », sous le titre « Une stratégie aberrante », Livio Maitan a fait en son nom propre — car la section italienne du Secrétariat unifié a adopté une position fort différente, même si elle est discutable dans certaines de ses formulations — une déclaration d'une extrême gravité, tellement elle s'inscrit dans le mécanisme de la provocation et contribue à le renforcer. On la trouvera ci-dessous.

Cette déclaration est étrangère au trotskysme, étrangère au mouvement ouvrier.

Les « Brigades rouges » et les groupes « autonomes » provocateurs n'ont rien à voir avec les plusieurs dizaines de milliers de jeunes chômeurs d'origine bourgeoise, petite-bourgeoise et ouvrière, étudiants, lycéens, ayant souvent milité quelque temps soit aux JC, soit dans les organisations centristes et gauchistes, et qui sont aujourd'hui en Italie le résultat de la décomposition de la société bourgeoise, du chômage qui a atteint le niveau d'un véritable fléau social, et

« Une stratégie aberrante »

Livio MAITAN (dirigeant du Secrétariat unifié)

« Les hommes des Brigades rouges — qui pourtant ne cessent de se réclamer du prolétariat et du mouvement révolutionnaire — ont-ils raison de se féliciter de ce résultat de leurs entreprises ? »

Il est vrai que, de leur point de vue, ils peuvent juger avoir remporté le succès le plus extraordinaire de leur histoire en provoquant un véritable tremblement de terre au moment où les dirigeants historiques sont jugés à Turin et où la bourgeoisie et ses collaborateurs des partis réformistes voulaient donner l'impression qu'un tournant s'était opéré par la formation du nouveau gouvernement Andreotti. Mais cela n'empêche que leur analyse de la situation et leur caractérisation du cadre politique actuel est radicalement fausse, et les orientations qu'ils en tirent tout simplement aberrantes. Leur « stratégie » est non seulement suicidaire à long terme, mais elle facilite considérablement à court terme le jeu de ceux qui veulent imposer une « restauration démocratique » ; elle déclenche des réactions, en dernière analyse, dangereuses pour tout le mouvement ouvrier, par des couches petites-bourgeoises, souhaitant un rétablissement de « l'ordre » à tout prix ; elle provoque le désarroi, même dans des secteurs de la classe ouvrière ; elle donne des arguments aux bureaucrates réformistes.

Il serait, toutefois, faux de se tirer d'affaire par des rappels plus ou moins classiques aux méfaits de l'aventurisme et du militarisme. Ce qui se passe en Italie n'est pas uniquement le résultat de l'action de groupes restreints d'aventuristes. Il ne faut pas oublier, entre autres, que les formations dites des autonomes ont une base et une influence très larges (elles peuvent mobiliser, dans le pays, des dizaines de milliers de jeunes dans des manifestations de rues), elles ont des racines assez profondes dans les universités et les lycées, etc.) et même les Brigades rouges jouissent d'une sympathie assez répandue et de soutiens plus ou moins directs.

Cela indique incontestablement que nous sommes en présence d'un phénomène socio-politique, dans une large mesure, nouveau. Nous ne suggérons ici aucune interprétation sociologique mécaniste. Il s'agit de comprendre que se produit une combinaison de facteurs socio-économiques et de facteurs plus proprement politiques. »

de l'impasse créée par la politique du PCI. Mais il importe de dire clairement que quiconque cherche à établir (comme le PCI) ou laisse établir (comme Maitan et toutes les organisations gauchistes - centristes) une telle assimilation, œuvre (qu'il le reconnaisse ou non) contre la classe ouvrière et la jeunesse, pour la contre-révolution. Il contribue à créer le terrain où, à une autre étape, des brigadistes agissant alors ouvertement comme brigadistes « noirs » chercheront à recruter activement chez ces jeunes non plus quelques tueurs limités comme aujourd'hui, mais les troupes de choc dirigées vers la destruction des organisations ouvrières.

Le jour de la mort de Moro, un militant ouvrier de Palerme, Impastinato, ancien candidat de Democrazia Proletaria aux élections législatives, a été assassiné.

EFFACE PAR SES PAIRS

Dès que l'on comprend que, des poseurs de bombe aux organisateurs de rapt, tous les fils remontent invariablement vers le cœur d'un appareil d'Etat gangrené et vers le parti clérical qui en est la clef de voûte, la nature et le contenu des lettres de Moro, notamment aux membres de son propre parti, s'éclairent considérablement.

Moro fut le chef du gouvernement italien de décembre 1963 à juin 1968, puis ministre des Affaires étrangères de 1969 à 1974, puis à nouveau chef du gouvernement de novembre 1974 à 1976. Nul ne connut mieux que lui ce qui se cachait derrière ce terrorisme d'Etat dont il est devenu la victime. Il savait qu'il était aux mains des services reconstitués en 1945 dans les conditions que nous venons de rappeler, et qui ont constamment bénéficié de la complicité et de l'aide, à des titres et degrés divers, de l'ensemble des institutions et des services de l'appareil d'Etat, des principaux ministres membres des gouvernements successifs.

Moro avait contribué personnellement à étouffer ou à tenter d'étouffer l'affaire du SIFAR (Service d'intelligence des forces armées), en 1964, lorsque ce service, sous la direction du

général Lorenzo, plus tard ouvertement membre du parti fasciste. le MSI, avait établi un système de fichage qui était un véritable plan de guerre civile aussi bien à l'intérieur de l'armée que contre tous les militants et responsables des syndicats et partis ouvriers. Il avait couvert les menées du fasciste Borghese. Il était membre du gouvernement tout au long de l'affaire Valpreda. Il est mort broyé par un mécanisme qu'il avait largement lui-même contribué à mettre en place.

De la même manière qu'il avait lui-même bloqué toutes les enquêtes contre les menées des services secrets, et qu'il les avait aidés à « disparaître » en cas de « bavures », Moro s'est heurté au mur du silence de tous ceux qui ont contribué peu ou prou à la mise en place de ce « gouvernement invisible » que sont devenus les services secrets, cœur de l'appareil répressif de l'Etat.

Moro a été « effacé par ses pairs », comme l'a écrit « Informations ouvrières », parce que c'est le fonctionnement de l'appareil d'Etat dans son ensemble, toutes les responsabilités et complicités de la direction démocrate-chrétienne qu'il aurait fallu dévoiler et mettre en danger pour le sauver. N'est-ce pas Moro lui-même qui s'était chargé, lors du scandale Lockheed, « d'effacer » (sur le plan politique tout au moins) le ministre Gui, désigné lui aussi à cette occasion « par ses pairs » pour servir de bouclier au parti démocrate-chrétien et aux personnalités les plus élevés de l'Etat, afin que l'enquête ne puisse remonter jusqu'à « l'antilope », pièce maîtresse du scandale, dont il fallait à tout prix protéger l'identité ? Moro s'était acquitté de cette tâche pénible avec beaucoup de « délicatesse », de l'avis de tous. Avec lui, on a été tout au plus moins « délicat ». Mais il n'existait aucune façon d'arrêter le mécanisme de la provocation mise en route sans mettre en péril l'Etat comme tel.

Et s'il y eut un moment quelques vacillations dans la Démocratie chrétienne, l'intervention du PCI, mû plus que toute autre force politique en Italie par le « sens de l'Etat », de l'Etat de la bourgeoisie, de l'Etat qui doit tenter de nouveau de galvaniser les

énergies nécessaires pour frapper la classe ouvrière, est venue couper court aux hésitations.

Car la provocation, ne l'oublions à aucun instant, est dirigée contre la

classe ouvrière. Elle a été le « fait nouveau » indispensable pour trouver à la crise du gouvernement Andreotti « une solution hors des sentiers battus ». Nous avons analysé plus haut le parti que Andreotti, Berlinguer et Lama en ont déjà tiré.

4 — la situation qui s'ouvre, les rapports de forces en Italie

Le 10 mai, il s'est passé trois choses : la famille Moro a tenu tête aux pressions, refusé un deuil national et enterré son mort presque dans le secret ; le ministre de l'Intérieur Cossiga a démissionné ; enfin et surtout, la « grève générale » de deux heures lancée par les syndicats, et en particulier les manifestations de rue qu'elle était destinée à permettre ont été plus qu'un demi-échec. Les journalistes sont catégoriques, il n'y a pas eu ce « grand sursaut national » qui était visé et attendu.

LA CRISE AU SOMMET DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

S'il y a eu accord à la tête de la Démocratie chrétienne pour estimer qu'il n'y avait pas d'alternative autre que d'« effacer » Moro, cela ne va pas empêcher l'apparition de clivages et de crises profondes. Ce qui est en jeu, en effet, ce n'est rien d'autre que la préparation du côté de la bourgeoisie des conditions de la guerre civile, sur l'ensemble des plans politique, organisationnel, matériel. Or rien ne prépare la Démocratie chrétienne comme telle, indépendamment de telle ou telle de ses fractions constitutives, à assumer un pareil rôle. L'assassinat de Moro doit nécessairement être le point de départ de profonds reclassements politiques, dont l'axe va être la ligne précise de conduite à tenir par rapport à cette question, c'est-à-dire, très exactement, par rapport aux méthodes à

employer pour tenter de modifier en faveur de la bourgeoisie les rapports politiques entre les classes.

Or il est exclu que l'unanimité puisse se faire. Si une fraction de la bourgeoisie et du parti démocrate-chrétien va s'enfoncer dans l'engrenage de la provocation et se diriger vers une issue de type fasciste, une autre va opter sans doute pour un renforcement de l'Etat dans le sens d'un Etat fort de type bonapartiste restant en deçà du fascisme et s'appuyant sur les organisations syndicales étroitement liées à l'appareil d'Etat. Dans l'immédiat, c'est ce secteur qui sort renforcé de l'affaire Moro. L'axe du parti s'est déplacé vers la droite, mais la démission de Cossiga montre à quel point la crise se développe de façon non maîtrisée et écartèle le parti dominant. Une troisième fraction peut considérer enfin que les rapports politiques entre les classes sont tels que l'une et l'autre de ces voies ne peuvent que déboucher sur l'aventure, et qu'il est encore préférable de s'en tenir aux ressources offertes par la démocratie parlementaire.

Car c'est bien là que se situe le facteur central de la situation. Les rapports politiques entre les classes en Italie demeurent entièrement en faveur de la classe ouvrière. La puissance de cette classe est inentamée.

Les limites de cet article ne permettent pas de revenir ici sur l'ensemble des données qui sont venues tout à la fois exprimer et créer des rapports politiques entre les classes marqués par la force de la classe ouvrière organisée, le nombre et l'importance des

conquêtes qu'elle a arrachées, l'initiative dans la lutte des classes qu'elle a conquise en 1968-1969 et qu'elle n'a jamais perdue depuis.

De mars 1968 à décembre 1969, la lutte des classes en Italie a été marquée par des combats qui ont exprimé et confirmé dans le cadre italien le tournant dans la situation politique mondiale qui s'est effectué à partir de la grève générale française et la montée vers la révolution en Tchécoslovaquie.

C'est de cette époque que date la situation déplorée par l'homme de la Fiat cité plus haut, Ronchey. Ce qui importe autant que les conquêtes arrachées alors — le nouveau Code du travail, l'exercice des libertés syndicales, les garanties contre les licenciements, le système de l'indemnité chômage, le système de la retraite, l'élimination des zones de salaires, et la liste est incomplète — est la manière dont ces conquêtes ont été arrachées.

LA PUISSANCE INENTAMÉE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Elles l'ont été à l'aide de moyens qui portent pleinement la marque de la nouvelle période de la révolution mondiale ouverte en 1968, c'est-à-dire des formes autonomes d'organisation et de combat, dont la plus achevée a été le conseil des délégués d'usine, tel qu'il a été construit en 1969 chez Fiat et dans les autres bastions de la classe ouvrière.

« Les assemblées générales dans l'usine avaient déjà été généralisées dans le cours des nombreuses luttes de 1968. Mais la structure qui se met en place entre mai et juillet 1969 chez Fiat — assemblées, délégués, conseil d'usine — est nouvelle, une forme enfin trouvée de démocratie ouvrière de base. Du côté des directions syndicales, au moins de certaines d'entre elles, mais aussi de certains groupes « extra-parlementaires », ce nouveau (sic) n'est pas accepté sans peine. Pour les adeptes de la démocratie directe sans aucune délégation de pouvoir, les délégués seraient un recul sur les assemblées. Mais les

délégués du printemps et de l'automne 1969, responsables devant les assemblées de base, sont l'instrument que les grandes concentrations ouvrières ont dû « faire » (*c'est-à-dire construire*) elles-mêmes pour pouvoir mener des luttes prolongées. Et c'est un caractère fondamental du délégué de ces mois-là, qu'il est né dans et pour des luttes bien définies, non pour gérer en période tranquille. Vis-à-vis des syndicats, il y a l'appréhension de voir s'effacer la structure organisée qu'ils ont mise en place et préservée avec tant de mal au profit d'un quelque chose d'informe, par lequel on risque d'être entraîné dans une ligne aventuriste où peut-être il sera difficile de savoir qui est qui, où rien ne garantit contre des infiltrations « gauchistes » ou patronales, ou provocatrices. »

L'auteur de ces lignes, Yves Benot, est un... crypto-stalinien dont le livre cherche constamment à couvrir les traces de la politique menée par le PCI. La citation n'en a que plus de force. Elle indique le point acquis par le prolétariat italien, sans parti révolutionnaire, dans son combat pour se dresser comme classe face à la bourgeoisie, pour se centraliser et, en se centralisant, acquérir toute sa force. Les pas suivants dans cette centralisation, c'est-à-dire la construction de soviets, ne pouvaient précisément pas être franchis sans parti et sans programme révolutionnaires. Les comités d'usine ont donc reflué après avoir arraché leurs revendications à un patronat terrorisé et ont disparu. Les délégués d'usine ont été institutionnalisés et intégrés aux structures syndicales pour occuper une place un peu analogue aux shop-stewards anglais. Depuis 1970, ils sont élus au cours d'élections syndicales et non plus en assemblées en vue de la lutte. Ils ont tendu à faire écran à la masse des travailleurs, en même temps qu'ils représentent, en relation avec la syndicalisation massive qui a eu également lieu en 1969 et s'est poursuivie dans les années suivantes, un acquis, et expriment la modification profonde survenue en 1969 au niveau des rapports de force entre les masses dans les usines.

L'assemblée du Teatro Lirico de Milan d'avril 1977 a réuni une fraction de ces délégués, et montré l'une des

voies que la centralisation de la classe ouvrière pourrait prendre. La montée vers les syndicats, d'autre part, s'est accompagnée d'une profonde aspiration à l'unité syndicale. « L'unité » réalisée en 1972 n'est pas l'unité syndicale, mais uniquement une forme de cartel constitué contre la classe ouvrière par les trois directions confédérales qui ont compris la nécessité d'unir leurs forces et de dégager une ligne commune. Mais pas plus en Italie qu'en France, il n'y a identité entre les organisations syndicales et leurs appareils, contre-révolutionnaires.

Aujourd'hui le combat pour l'indépendance de classe des syndicats et la rupture du pacte social avec la bourgeoisie prend la forme du combat contre le vote acquis en février par les trois appareils syndicaux lors de l'« assemblée générale » du quartier de l'Europe à Rome. Or ce combat est indissociable de la lutte pour faire fonctionner l'assemblée générale des travailleurs sur toutes les questions essentielles et pour former des comités de grève élus, intégrant les syndicats, au moment du combat. C'est là l'enseignement et l'acquis du combat du Collectif ouvrier du port de Gênes.

Mais le combat pour le front unique sera aujourd'hui tronqué, affaibli, boîteux, s'il n'intègre pas, comme sa composante centrale, l'exigence adressée à l'égard des deux partis traditionnels de la classe ouvrière qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils rompent la « nouvelle majorité » qui est celle de l'alliance contre-révolutionnaire dirigée contre le prolétariat, qu'ils refusent de voter la nouvelle loi sur l'ordre public, qu'ils rompent le pacte avec la bourgeoisie qui se manifeste au niveau du travail de chaque commission parlementaire, qu'ils rompent avec Andreotti et forment le gouvernement Berlinguer-Craxi sans ministre bourgeois.

Car c'est à ce niveau, celui du gouvernement, de l'Etat, du pouvoir, que se situent les problèmes et que se situent également aussi bien les périls que le stalinisme va faire courir à la classe ouvrière que l'issue à la crise, qui ne peut être que celle du gouvernement ouvrier et paysan, ouvrant la voie à la dictature du prolétariat.

Etienne Laurent.
13 mai 1978.